

Déclaration liminaire du comité technique ministériel du 28 janvier 2021

Le « Service Public » plus que jamais sollicité et indispensable !

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs, chers collègues,

Nous voici une nouvelle fois réunis en CTM dans une situation toute aussi catastrophique qu'il y a un an au niveau de la situation sanitaire de notre pays

Ce contexte difficile et incertain, qui se prolonge, inquiète, en premier lieu, une partie des agents de notre ministère exposés sur leur lieu de travail. Certains sont plus vulnérables comme nos collègues en postes frontaliers avec l'Angleterre où, nous le savons, un « variant » plus contagieux a été détecté. C'est aussi le cas pour nos collègues, dans les abattoirs ou ceux dans des services recevant régulièrement des administrés. Enfin, nos collègues de l'enseignement agricole, qui continuent d'accueillir les jeunes alors que le protocole sanitaire n'est pas mis en œuvre dans tous les établissements, sont eux aussi très exposés. C'est pour ces raisons que **FO Agriculture** reste et restera toujours très attentive aux mesures prises, afin de préserver la sécurité et la santé des agents et des usagers. Nous ne resterons pas inactifs face à certains directeurs « zélés » qui sont tentés par une application minimaliste des mesures définies par notre ministère. Quelle-est donc votre stratégie pour la politique « tester, alerter, protéger » ?

Les réformes de l'État qui s'empilent sont de nature à détruire, encore plus, le service public dont la présente crise démontre, une nouvelle fois, l'utilité et les limites. Nous tenons à vous alerter ici, à nouveau, des risques qu'engendrent la poursuite de toutes ces réformes. Pour **FO Agriculture**, ces réformes inadaptées au contexte actuel doivent être purement et simplement « stoppées ». Le service public, ciment de notre tissu social, restera encore plus indispensable à l'avenir. Les agents de votre ministère sont fragilisés dans leur santé mais aussi dans leur carrière. Le risque de RPS est plus que jamais présent. La période que nous vivons aujourd'hui ne fait que renforcer notre conviction qu'il faut préserver et défendre le service public et pourquoi pas le réinventer mais en le renforçant. Nos dirigeants politiques l'ont-ils compris ou sont-ils atteints du syndrome d'Hubris ? Il serait temps de faire une pause, de réfléchir en profondeur aux évolutions nécessaires et ne pas céder à la panique en détruisant un service public que l'on ne saura reconstruire.

Concernant les secteurs de notre ministère

Sur le fonctionnement de l'administration et ses rapports avec les OS

Nous vous avons transmis bon nombre de questions pour lesquelles nous espérons encore, à ce jour, des réponses claires et précises. De nombreux courriers, adressés à notre ministère ainsi que des questions posées en CTM, n'ont toujours pas de réponses... Il en va de même pour vos engagements pris en séance et non tenus (communication des listes des agents promouvables...). Y-a-t-il une raison ?

Sur l'Influenza aviaire

Cette crise fait rage mais elle est, elle aussi, « masquée » par la crise « COVID ». La situation sur le terrain est très tendue. De nombreux collègues ont été sollicités ces dernières semaines. Leurs conditions de travail, de restauration, d'hébergement, de déplacement sont désormais très précaires au regard des contraintes imposées par le couvre-feu. Nous rappelons, dans cette instance, qu'une attention particulière doit être apportée à ces collègues volontaires et très impliqués dans des tâches, souvent ingrates, avec le seul souhait de réaliser au mieux leurs missions afin d'éradiquer cette maladie. Nous attendons aujourd'hui des réponses aux questions que nous vous avons transmises.

Sur la forêt

Ce sujet va occuper une partie des débats de ce CTM. Quand le MAA s'affirmera-t-il comme garant et porteur de la politique forestière face au MTE ? La filière forêt/bois emploie 400 000 personnes en France ! Là aussi, nous attendons un positionnement fort et ambitieux du MAA !

Concernant le Brexit

Face aux crises et aux tensions sur le BREXIT, mais aussi aux incertitudes concernant le rapport interministériel « sécurité alimentaire » ou les orientations stratégiques de la DGAL, **FO Agriculture** réitère sa demande de tenue urgente d'un CT alimentation restée sans réponse à ce jour.

Enseignement agricole

Dans ses vœux, le ministre Julien DENORMANDIE souligne l'importance de l'enseignement agricole pour « *former les jeunes aux métiers de l'agriculture, de l'alimentation et des services en milieu rural de demain* ». *Former ces jeunes c'est relever non seulement « le défi du renouvellement des générations », comme l'a dit le ministre, mais aussi relever le défi de « reconquérir notre souveraineté alimentaire » qu'il a indiqué « être sa priorité ».*

Nous le disons et le répétons, pour nous, la formation des jeunes est un investissement d'avenir ! Et les réformes en cours, Grenelle de l'éducation ou Loi de programmation de la Recherche, après la loi Liberté de choisir son avenir professionnel, ne font que détruire l'école de la République en la libéralisant.

Le 26 janvier, l'enseignement agricole était dans la rue avec les collègues de l'éducation nationale et les étudiants, dans le cadre de la mobilisation sur l'éducation, pour dénoncer nos conditions de travail et demander :

- **L'arrêt des suppressions de postes.**
- **L'augmentation des moyens et la création des postes nécessaires et le recrutement immédiat d'agents fonctionnaires dans les établissements !**
- **L'ouverture de négociations pour rattraper le pouvoir d'achat perdu depuis 20 ans !**

En effet, après 10 mois de crise sanitaire, les équipes sont épuisées. La pandémie n'a été que le révélateur d'une situation sous-jacente, conséquence d'années de réformes, de régression sociale, de démantèlement de nos statuts et de dégradation des conditions de travail.

Alors quand allons-nous être entendus ! Va-t-il falloir attendre l'implosion du système éducatif pour enfin comprendre les conséquences sociales et sociétales de toutes ces réformes ?

Suite au GT du 14 janvier, nous sommes encore en attente de propositions honnêtes pour le RIFSEEP des directeurs !

Nous aurions souhaité, dans cette déclaration, apporter plus d'optimisme quant à l'avenir, mais pour l'instant il nous faut continuer à dialoguer avec ouverture, clarté et franchise. **FO Agriculture** réaffirme que notre ministère doit assurer sa responsabilité qui est de « préserver la sécurité et la santé de ses agents » et ceci dans un dialogue social permanent et constructif. C'est notre souhait pour 2021 ! Espérons que vous en tiendrez compte ...

Merci de votre attention.